Le Burundi libère cinq défenseurs des droits humains arrêtés en février

@rib News, 28/04/2023 - Source AFP Cinq défenseurs des droits humains, écroués depuis février pour "rébellion" "atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat burundais", ont été libérés de prison vendredi, au lendemain de leur procà plupart des charges ont été abandonnées, selon des sources concordantes.

"C'est une grande satisfaction, les cinq défenseurs des droits humains illégalement incarcérés depuis février viennent d'être libérés par le tribunal de grande instance (TGI) de Ntahangwa", a annoncé à l'AFP Armel Niyongere, président d l'ONG de défense des droits ACAT-Burundi. Les cinq sont sortis de la prison de Bujumbura dans la foulée vendredi à la mi-journée, a-t-il précisé. Des proches des intéressés et une source judiciaire ont confirmé. "Les juges ont été d' céIérité inouÃ⁻e (...) Les cinq défenseurs ont comparus hier (jeudi) devant le TGI qui était en itinérance à la prison de Mpimba de Bujumbura", a détaillé la source judiciaire. Ce procà s s'est tenu en présence de plusieurs diplomates occidentaux, selon des témoins sur place. "La cour a annoncé ce matin (vendredi) qu'elle a décidé d'acquitter les cinq d©fenseurs sur les trois chefs d'accusation de rébellion, d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et au bon fonctionnement des finances publiques. Mais les deux membres de l'APDH (Association pour la promotion des droits humains, autre ONG) ont été condamnés à un an de prison avec sursis et 100.000 Fbu (44 euros) d'amende" pour n'avoir pas demandé une autorisation délivrée par le ministà re de l'Intérieur, a précisé la source judiciaire. "Le pouv burundais a dû reculer car les pressions des bailleurs de fonds occidentaux étaient devenues trà s fortes, certains avaient mÃame menacé de suspendre des aides déjà promises", a reconnu un haut responsable burundais sous couvert d'anonymat. M. Niyongere a demandé "que la journaliste Floriane Irangabiye, condamnée injustement à 10 ans de prison par cette justice aux ordres, soit aussi libérée, ainsi que d'autres activistes moins connus". Malgré la situation déplorable des droits humains au Burundi, l'UE et les Etats-Unis ont repris leur aide à ce pays trÃ"s pauvre, évoquant des progrÃ"s sous le président Evariste Ndayishimiye, arrivé au pouvoir en 2020. Ce dernier met progressivement fin Ã l'isolationnisme du Burundi, instauré par son prédécesseur Pierre Nkurunziza (2005-2020), au rà gne chaotique et sanglant. Le Burundi a été sanctionné par les Etats-Unis et l'UE aprÃ"s une crise sanglante en 2015, lorsque Pierre Nkurunziza s'était présenté pour un troisià me mandat présidentiel. Les troubles ont fait quelque 1.200 morts et poussÃ 400.000 personnes A fuir le pays.

https://www.arib.info Propulsé par Joomla! Généré: 18 April, 2024, 09:34